



Communiqué de presse

Les Lilas le 20 mars 2023

Le gouvernement doit cesser la répression policière de manifestations légitimes

Depuis le passage en force du gouvernement jeudi 16 mars par le 49-3, la gestion policière des manifestations contre le projet de loi sur les retraites a profondément changé, des violences inouïes sont commises sur des manifestant·es. L'usage de gaz lacrymogènes se répand, tout comme les charges policières contre les cortèges de manifestant·es se développent. Plusieurs centaines sont mis·es en garde à vue arbitrairement. Des femmes ont été traînées par les cheveux sur plusieurs mètres et certaines ont même subi des agressions sexuelles lors de palpations.

La manifestation de samedi 18 mars à Paris a vu se reproduire quasiment les mêmes scènes honteuses, celles de jeunes, comme à Mantes la Jolie en 2018, mis·es à genoux la tête contre le mur et menotté·es après avoir été cueilli·es au hasard dans la foule suite à une charge des brigades motorisées, les BRAV-M.

Ces exactions policières montrent la volonté d'un pouvoir cherchant à contrôler par la force la colère légitime d'un peuple. Les pratiques de la BRAV-M rappellent les pires actes des voltigeurs en roue libre se déchaînant tout en étant hors du contrôle de leur hiérarchie.

La FSU appelle le gouvernement à revenir urgemment à une gestion pacifique des manifestations, même si elles sont déterminées et portées par une colère sociale légitime, pour ne pas en arriver à un drame.

Lundi 20 mars, journée internationale de lutte contre les violences policières, comme chaque jour depuis jeudi dernier, des manifestant·es s'exprimeront à nouveau dans la rue pour exiger le retrait de cette réforme injuste et rendue encore plus brutale.

SUIVEZ-NOUS !

